

**No. 36279**

---

**France  
and  
Russian Federation**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation on cooperation in the field of computerization. Moscow, 15 February 1996**

**Entry into force:** *15 February 1996 by signature, in accordance with article 8*

**Authentic texts:** *French and Russian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 23 November 1999*

---

**France  
et  
Fédération de Russie**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'informatisation. Moscou, 15 février 1996**

**Entrée en vigueur :** *15 février 1996 par signature, conformément à l'article 8*

**Textes authentiques :** *français et russe*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 23 novembre 1999*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE RELATIF À  
LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATISATION

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie, ci-après dénommés les parties contractantes,

Se fondant sur les possibilités qu'offre le potentiel économique, industriel et technique de la République Française et de la Fédération de Russie,

Se référant au traité entre la France et la Russie signé le 7 février 1992 et aux accords pris en application de celui-ci, et notamment au protocole d'accord du 6 février 1992 relatif à la coopération économique

Aspirant à renforcer et à approfondir la coopération économique, industrielle et technique dans le domaine de l'informatisation sur une base d'égalité de droits et d'avantage mutuel et, par la même, à étendre et à diversifier la coopération entre leurs pays,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1er*

Les parties contractantes favorisent le développement de la coopération économique, industrielle et technique dans le domaine de l'informatisation, ainsi que les contacts entre organismes, entreprises et sociétés intéressés des deux Etats, conformément à leur législation nationale.

*Article 2*

La coopération dans le domaine de l'informatisation sera de préférence orientée dans les directions suivantes :

1) Projets types d'informatisation, y compris projets concernant la banque, la bourse, la bureautique, l'environnement, la médecine, la gestion, etc. ;

2) Informatisation de la sphère sociale, y compris les questions relatives à la protection sociale et à l'emploi, à l'établissement de fichiers relatifs à la population et à l'informatisation des élections;

3) Création de la société de l'information ;

4) Réseaux informatiques, services de réseaux informatiques, systèmes, réseaux et services de télécommunication (y compris l'échange de données) ainsi que bases et banques de données ;

5) Normalisation des logiciels et des équipements ;

6) Encouragement à la création de sociétés mixtes et d'autres organismes commerciaux et non commerciaux ;

7) Développement de la production de documents lisibles par ordinateur pour l'identification des personnes ( documents d'identité, passeports) et pour le décompte automatisé des marchandises.

D'autres axes de coopération pourront être ajoutés au cours des travaux conjoints, d'un commun accord entre les parties.

### *Article 3*

Les parties coopèrent de la manière suivante :

1) Echanges de documentation et d'informations portant notamment sur l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière d'informatisation ;

2) Etudes préalables en commun, planification et exécution de projets de recherche, y compris par le recours à des équipes mixtes ;

3) Encouragement à la mise en place de bourses technologiques d'échange et d'organismes communs assurant l'application la plus rapide des nouvelles technologies informatiques ;

4) Echanges de chercheurs et de spécialistes ;

5) Organisation de conférences, d'expositions, de colloques et de réunions de travail ;

6) D'autres formes mutuellement avantageuses de coopération.

### *Article 4*

Les parties encouragent la recherche de solutions financières mutuellement avantageuses en vue de la réalisation des projets de coopération développés sur la base du présent accord.

Les parties prennent également en considération la possibilité de recourir à des moyens de financement susceptibles d'être obtenus des institutions internationales.

### *Article 5*

Les parties instituent un groupe de travail Franco-Russe pour l'informatisation dont le but est d'examiner les conditions d'application du présent accord, de résoudre les différends ainsi que d'étudier les propositions relatives au développement d'une coopération mutuellement avantageuse.

Au cours de la période de validité de l'accord, ce groupe de travail se réunit une fois par an, alternativement en France et en Fédération de Russie. Il peut également être convoqué en réunion extraordinaire à la demande de l'une des parties, notamment en cas de changements intervenus dans la législation ou la réglementation de l'une des parties en matière d'informatisation.

La partie française du groupe de travail est présidée par un représentant du Ministère de l'Industrie de la République Française, la partie russe par un représentant du Comité chargé de la Politique d'Informatisation auprès du Président de la Fédération de Russie.

*Article 6*

Les renseignements, documentation et moyens techniques échangés ainsi que le résultat de recherches menées ou les techniques mises au point en commun dans le cadre de la coopération prévue par le présent accord ne pourront être divulgués à des tiers sans l'autorisation de chacune des parties.

Dans le cadre de chaque projet de recherche, chaque participant au projet reste seul titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle acquis antérieurement ou résultant de recherches indépendantes et régis par la réglementation nationale en vigueur dans chacun des deux pays.

Lors de la réalisation de projets concrets, les parties élaboreront en commun des dispositions en matière de protection juridique de la propriété intellectuelle afin de protéger les résultats des recherches communes.

*Article 7*

Les Parties entérinent le mécanisme de leur concertation dans les différents domaines d'activité énumérés à l'article 2 du présent accord sous la forme de protocoles de travail.

*Article 8*

Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature. Il est conclu pour une durée de cinq ans.

Il est ensuite prorogé par tacite reconduction pour des périodes successives de cinq ans, à moins que l'une des parties ne le dénonce à l'autre partie par préavis écrit, trois mois avant la fin d'une période.

A moins que les parties n'en conviennent autrement, la dénonciation du présent accord n'affecte pas les projets ou programmes en cours d'exécution dans le cadre du présent accord.

Fait à Moscou le 15 février 1996 en double exemplaire original, en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

ALAIN JUPPÉ

Pour le Gouvernement de la Fédération de Russie :

VIKTOR TCHERNOMYRDINE

[ RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE ]

## СОГЛАШЕНИЕ

### МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ И ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ О СОТРУДНИЧЕСТВЕ В ОБЛАСТИ ИНФОРМАТИЗАЦИИ

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Сторонами, исходя из возможностей экономического, научного, технического и промышленного потенциалов Французской Республики и Российской Федерации,

ссылаясь на Договор между Францией и Россией, подписанный 7 февраля 1992 года, и на Соглашения, принятые для его претворения в жизнь, особенно на Протокол о согласии от 6 февраля 1992 года по экономическому сотрудничеству,

стремясь укрепить и углубить экономическое, промышленное и научно - техническое сотрудничество в области информатизации на равноправной и взаимовыгодной основе и тем самым расширить и диверсифицировать сотрудничество между странами,

согласились о нижеследующем:

#### СТАТЬЯ 1

Стороны будут способствовать развитию экономического, промышленного и научно - технического сотрудничества в области информатизации, а также контактов между заинтересованными организациями, предприятиями и фирмами обонх государств в соответствии с их законодательством.

#### СТАТЬЯ 2

Сотрудничество в области информатизации будет преимущественно ориентировано на следующие направления:

1) типовые проекты информатизации, в том числе банковские, биржевые, офисные системы, экология, медицина, управление и т. д.;

2) информатизация социальной сферы, включая вопросы социальной защиты и трудоустройства населения, учета граждан, автоматизации выборов;

3) создание информационного общества;

4) информационные сети, услуги информационных сетей, системы, сети и услуги электросвязи (включая обмен данными), базы и банки данных;

5) стандартизация программно - технических средств;

6) поощрение создания совместных обществ и других коммерческих и некоммерческих организаций;

7) организация производства машиночитаемых документов, удостоверяющих личность граждан (удостоверения личности, паспорта) и автоматизированного учета товаров.

Другие направления сотрудничества могут быть добавлены в ходе совместных работ по согласию между Сторонами.

### СТАТЬЯ 3

Стороны будут сотрудничать посредством:

1) обмена технической документацией и информацией, в частности по формированию и реализации государственной политики в области информатизации;

2) совместных предварительных исследований, планирования и осуществления научно - исследовательских проектов, в том числе силами совместных коллективов;

3) поощрения создания совместных технологических бирж, организаций, обеспечивающих скорейшее освоение новых информационных технологий;

4) обмена учеными и специалистами;

5) организации конференций, выставок, симпозиумов и рабочих встреч;

6) других взаимовыгодных форм сотрудничества.

### СТАТЬЯ 4

Стороны поощряют поиск финансовых взаимовыгодных решений для реализации проектов сотрудничества в рамках настоящего Соглашения.

Стороны будут также учитывать возможность использования средств, которые могут быть получены от международных организаций.

### СТАТЬЯ 5

Стороны учреждают французско - российскую рабочую группу по информатизации, которая имеет целью рассматривать выполнение настоящего Соглашения, разрешать спорные вопросы, а также изучать предложения по развитию взаимовыгодного сотрудничества.

В течение срока действия Соглашения рабочая группа будет собираться раз в год поочередно во Французской Республике и в Российской Федерации; она также созывается на внеочередные заседания по просьбе одной из Сторон, особенно в случае изменений в законодательстве или нормативных положениях в области информатизации одной из Сторон.

Французская часть рабочей группы возглавляется представителем Министерства промышленности Французской Республики, российская часть рабочей группы возглавляется представителем Комитета при Президенте Российской Федерации по политике информатизации.

## СТАТЬЯ 6

Любая информация, материалы и технические средства, переданные другой Стороне, а также результаты исследований и технологии, совместно разработанные в рамках сотрудничества, предусмотренного настоящим Соглашением, не могут быть разглашены третьим лицам без согласия каждой из Сторон.

В рамках каждого исследовательского проекта, каждый из участников проекта является единственным владельцем всех прав на интеллектуальную собственность, приобретенных ранее или в результате независимых исследований, и подлежащих действию нормативных документов, ныне действующих в каждой из двух стран.

При реализации конкретных проектов, Стороны совместно выработают положения о правовой охране интеллектуальной собственности для защиты результатов совместных исследований.

## СТАТЬЯ 7

Стороны будут конкретизировать механизм взаимодействия по отдельным направлениям своей деятельности, перечисленным в статье 2 настоящего Соглашения, в форме рабочих протоколов.

## СТАТЬЯ 8

Настоящее Соглашение заключается сроком на 5 лет и вступает в силу со дня его подписания.

Действие Соглашения будет продлеваться каждый раз на следующие пятилетние периоды, если за три месяца до истечения очередного периода ни одна из Сторон не сообщит другой Стороне в письменной форме о своем намерении прекратить его действие.

Если Стороны не придут к другому решению, прекращение настоящего Соглашения не затронет выполнение проектов или программ, осуществляемых в рамках настоящего Соглашения.

Совершено в Москве, 15 февраля 1996 года в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство  
Французской Республики



За Правительство  
Российской Федерации



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION CONCERNING COOPERATION IN THE FIELD OF COMPUTERIZATION

The Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Bearing in mind the possibilities offered by the economic, industrial, and technical potential of the French Republic and the Russian Federation,

Referring to the treaty between France and the Russian Federation signed on 7 February 1992 and to the agreements adopted in implementation of that treaty, and in particular to the protocol of agreement of 6 February 1992 concerning economic cooperation,

Desiring to strengthen and intensify economic, industrial, and technical cooperation in the sphere of computerization on the basis of equality of rights and mutual advantage and, thereby, to extend and diversify cooperation between their countries,

Have agreed as follows:

*Article 1*

The Contracting Parties shall promote the development of economic, industrial, and technical cooperation in the sphere of computerization, as well as contacts among interested bodies, enterprises and companies of the two States, in accordance with their national legislation.

*Article 2*

Cooperation in the sphere of computerization shall be primarily directed to the following areas:

- (1) Model computerization projects, including projects relating to banks, stock exchanges, office systems, the environment, medicine, management and so forth;
- (2) Computerization of the social sphere, including questions relating to social welfare and employment, the maintenance of files on the population, and the computerization of elections;
- (3) Creation of an information society;
- (4) Computer networks, computer network services, telecommunications systems, networks and services (including data exchange), databases and data banks;
- (5) Standardization of software and equipment;
- (6) Encouragement of the establishment of joint ventures and other commercial and non-commercial bodies;



(7) Development of the production of computer-scannable documents for personal identification (identity documents, passports) and for the automated tracking of goods.

Other areas of cooperation may be added in the course of joint work, by agreement between the Parties.

*Article 3*

The Parties shall cooperate in the following manner:

(1) Exchanges of technical documentation and information, particularly with regard to the formulation and implementation of State policy in the sphere of computerization;

(2) Joint preliminary studies, and planning and implementation of research projects, including projects carried out by joint teams;

(3) Encouragement of the establishment of joint technological exchanges and bodies to ensure the accelerated assimilation of new computer technologies;

(4) Exchanges of researchers and specialists;

(5) Organization of conferences, exhibitions, symposia and working meetings;

(6) Other mutually advantageous forms of cooperation.

*Article 4*

The Parties shall encourage the search for mutually advantageous financial solutions with a view to the implementation of the cooperation projects developed on the basis of this agreement.

The Parties shall also take into consideration the possibility of using financing obtained from international institutions.

*Article 5*

The Parties shall establish a French-Russian working group on computerization, with the objective of reviewing the implementation of this Agreement, resolving disputes, and also studying proposals for the development of mutually advantageous cooperation.

During the period of operation of this Agreement, the working group shall meet once a year, alternately in France and in the Russian Federation; it may also be convened in special session at the request of one of the Parties, particularly in the event of changes in the legislation or regulatory provisions of either Party in the sphere of computerization.

The French part of the working group shall be headed by a representative of the Ministry of Industry of the French Republic, and the Russian part by a representative of the Commission on information policy under the President of the Russian Federation.

*Article 6*

The information, documentation and technical facilities which have been exchanged, and also the outcome of the research carried out or the technologies developed jointly in the